

DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

OÙ EN EST L'ALGÉRIE ?

IL FAUT dire qu'avec la stratégie, pour le moins audacieuse, mise en place par l'Algérie en 2015 et qui ambitionne une production de 22 000 mégawatts d'énergie renouvelable d'ici 2030, les résultats devraient être plus concluants sur le terrain.

MASSIVA ZEHRAOUI

Les discussions autour des énergies renouvelables sont, ces dernières années, légion. Mais en parallèle, la rentabilisation de celles-là demeure très lente, voire insuffisante.

Il faut dire qu'avec la stratégie, pour le moins audacieuse, mise en place par l'Algérie en 2015 et qui ambitionne une production de 22 000 mégawatts d'énergie renouvelable d'ici 2030, les résultats devraient être plus concluants sur le terrain. Or, nous sommes encore très loin du compte. D'ailleurs, nombre d'experts du domaine estiment que la mise en œuvre de ce projet est à la traîne, c'est-à-dire caractérisée par un « grand retard », par rapport à l'objectif fixé.

Dans ce registre, rappelons que le 23 octobre dernier a été clôturée la 10^e édition du Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable (ERA-2019). Lors de cet événement, qui a regroupé de nombreux exposants tels que le Groupe Sonatrach, les intervenants se voulaient plutôt « optimistes » par rapport au développement des énergies propres et leur exploitation.

Parlant d'économie d'énergie, la société Sonelgaz a assuré, par le biais de son P-DG, qu'« avec une production renouvelable de 200 GWh par an, à partir du photovoltaïque en hybridation, il serait tout à fait



possible d'économiser 60 000 t de gasoil et d'épargner 180 000 t de dioxyde de carbone. Pour revenir à la politique menée par l'Etat depuis bientôt cinq ans maintenant, ce programme est censé réduire l'utilisation du gaz dans la production de l'électricité à 40 %, ce qui nous fera gagner 20 milliards de m³ de gaz, sachant que l'Algérie exploite actuellement 50 milliards de m³ de cette énergie pour la production d'électricité ». Selon des sources gouvernementales, « durant la période allant de 2000 au début de l'année en cours, quelque 19 000 mégawatts d'électricité, à la faveur du programme de l'ancien président de la République, ce qui a permis de tripler, durant ces deux décennies, la production d'électricité

par rapport à la période allant de 1962 à 2000 ». Plus récemment, l'actuel ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a soutenu que « l'Algérie est prête pour la réalisation du projet national de production de 5 600 MW d'électricité à base d'énergie solaire ». Tout en rappelant que l'Algérie a réalisé sa première centrale solaire en 2011, Mohamed Arkab a estimé que « notre pays a acquis l'expérience nécessaire, ainsi que les moyens requis pour développer ce domaine, d'autant qu'actuellement, le pays totalise 22 centrales de production d'électricité à base d'énergie solaire, avec une capacité de 400 MW ».

L'on comprendra par là, que le potentiel est là et que les projets se font nombreux et s'enchaînent, mais la réalité des

faits est loin d'illustrer les propos des responsables. Car la volonté c'est bien, mais la mise en œuvre d'un projet aussi ambitieux à travers la réadoption de cette politique, en adéquation avec l'état des lieux du développement des énergies propres, c'est mieux.

Car d'un côté, le ministère de l'Energie en parle beaucoup et envisage différents scénarios permettant d'exploiter les énergies propres, de l'autre il y a un ministère de l'Environnement qui s'implique peu dans ce domaine. Par conséquent, tant qu'il y a l'absence d'une synergie entre ces secteurs, et d'une politique efficiente en matière de développement durable, peut-on vraiment s'attendre à des changements d'ordre majeur ?

M.Z.